

Unité bidépartementale Eure Orne
Cité administrative Place du Général-Jean-Bonet
CS 40020
61013 Alençon Cedex

Alençon, le 24/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ZB NOMEL

La forêt du Château
LA FERTE FRENEL
61550 La Ferté-En-Ouche

Références : UBDEO/ERC/2026/16
Code AIOT : 0005302264

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2026 dans l'établissement ZB NOMEL implanté La forêt du Château LA FERTE FRENEL 61550 La Ferté-en-Ouche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de la visite d'inspection du 14 février 2023, il avait été constaté que les conditions d'exploitation de l'établissement conduisaient au non-respect des valeurs limites de rejet des effluents aqueux prescrites par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2022. Par arrêté préfectoral du 3 avril 2023, l'exploitant a été mis en demeure de respecter les valeurs limites définies par l'arrêté complémentaire du 9 mars 2022.

Lors de la visite d'inspection du 17 juin 2025, la mise en demeure du 3 avril 2023 n'a pas pu être levée, les valeurs limites de rejet des effluents aqueux étaient supérieures aux valeurs prescrites par

l'arrêté complémentaire du 9 mars 2022. Suite au non-respect de cette mise en demeure, un arrêté préfectoral d'astreinte journalière a été prononcé le 6 août 2025 avec un délai de carence de 6 mois à compter de la date de sa notification à l'exploitant pour respecter les dispositions de la mise en demeure.

Le but de la visite est de faire un point de situation sur le respect des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 3 avril 2023 et l'arrêté rendant redevable la société ZB NOMEL d'une astreinte.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ZB NOMEL
- La forêt du Château LA FERTE FRENEL 61550 La Ferté-en-Ouche
- Code AIOT : 0005302264
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est spécialisé dans la fabrication d'écrous, rondelles, circlips pour les constructeurs d'automobiles (travail mécanique des métaux et traitements de surface).

L'exploitation des installations est encadrée par un arrêté préfectoral du 1er octobre 2003, complété à plusieurs reprises. Un arrêté complémentaire du 9 mars 2022 fixe de nouvelles valeurs limites de rejet et prescrit la réalisation d'une étude technico-économique afin de proposer des mesures de réduction des flux polluants dans la Charentonne, pour les rendre compatibles avec l'objectif de retour au bon état de la masse d'eau fixé par le SDAGE.

Un changement d'exploitant est intervenu le 1er mars 2025, le nouvel exploitant est la société ZB Nomel.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant informe l'inspection de la mise en place de nouveaux projets alliant de nouvelles technologies sur son site. L'exploitant précise que lors du second semestre 2026, deux machines de frappe à chaud (AMP20S et AMP30S), une machine de frappe à froid et une grenailleuse seront installées sur le site pour les nouvelles activités.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection un rapport à porter à connaissance sous un délai de 2 mois, comprenant a minima :

- la présentation des nouvelles activités ;
- l'actualisation de la situation administrative du site au regard des rubriques de la nomenclature des installations classées (rubriques 2560, 2575, 3230, etc.) ;
- les éléments d'appréciations décrivant les nouveaux enjeux environnementaux et les nouveaux risques et impacts associés ;
- la démonstration, si les modifications doivent être considérées notables et/ou substantielles au sens des R.181-46 et R.512-46-23 du code de l'environnement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Installation électrique	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Surveillance du milieu aquatique	AP Complémentaire du 09/03/2022, article 3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Insp_suivie_MED	Arrêté Préfectoral du 03/04/2023, article 1	Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a justifié la conformité des rejets sur une durée de 6 semaines consécutives, en respectant les valeurs limites de rejets prescrites à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2022.

Ainsi :

- l'arrêté de mise en demeure n°1122-23-20-031 du 3 avril 2023 prescrivant le respect des valeurs limites sur une durée de 6 semaines consécutives des paramètres (à l'exception des paramètres azotés) prévues à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2022, peut être levé.
- l'arrêté préfectoral n°1122-25-20-056 du 6 août 2025, rendant redevable d'une astreinte administrative l'établissement ZB NOMEL, sous un délai de 6 mois et jusqu'au respect de l'arrêté de mise en demeure, peut être abrogé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Insp_suivie_MED

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Insp_suivie_MED
Prescription contrôlée : L'exploitant doit justifier le respect total des valeurs limites présentes à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2022 concernant le rejet de la station de traitement physico-chimique des effluents pour une durée de 6 semaines consécutives à compter de l'entrée en application du présent arrêté, à l'exception des valeurs concernant les différentes formes

d'azote. [...]

" Valeur limites de rejets eaux industrielles résiduaires. En sortie de station de détoxification (avant mélange avec les eaux issues de la station biologique) :

- débit journalier maximal : 140 m3/j
- pH : compris entre 6.5 et 8.5
- température : inférieur à 30°C

Paramètres Concentration : (mg/l)

- Flux max journalier (kg/j)
- MES : 25 - 3,5
- DCO : 200 - 28
- P TOTAL : 1 0,14
- NGL : 40 - 8
- Nitrites : 20- 2,8
- Nitrates : / - 0
- Ammonium : / - 0
- NKJ : / - 0
- Fer : 3 - 0,42
- Zinc : 2 - 0,28
- Nickel : 0,1 - 0,014
- Chrome total : 0,18 - 0,02
- Fluor : 0,5 - 0,07
- Trichloromethane : 0,1 - 0,014
- AOX : 2,5 - 0,2"

Constats :

L'exploitant précise que, pour l'atteinte des résultats, des modifications sont intervenues dans la filière de traitement des eaux de l'atelier de traitement de surface. Il explique que la station du site n'était pas en mesure de traiter la totalité des paramètres des effluents de l'atelier de traitement de surface.

Ainsi, les étapes suivantes ont été ajoutées au traitement actuel :

- mise en place d'un rinçage mort avant et après passivation : permet de réduire la quantité de chrome dans l'effluent,
- le dégraissant a été remplacé. Le nouveau dégraissant permet de ne pas complexer le chrome et lui permet d'être mieux capté,
- mise en place d'un rinçage triple,
- un évapo-concentrateur a été loué pour traiter les eaux de rinçage de passivation. L'évapo-concentrateur a un impact sur les paramètres chrome, les composés azotés,
- location et mise en place d'une bombonne METEX qui permet d'atténuer les concentrations en métaux qui seraient encore présents.

A noter également, la désignation en juillet 2025 d'un responsable de la station d'épuration.

Suite à ces différentes modifications apportées au traitement des effluents industriels, l'exploitant devra intégrer dans le porter-à-connaissance le dispositif de traitement des eaux de l'atelier de traitement de surface accompagné d'un plan.

Par courrier du 18 décembre 2025, l'exploitant a informé l'inspection de l'atteinte des 6 semaines de conformité du rejet.

A ce titre, l'exploitant a transmis les 7 bulletins d'analyses consécutives réalisées de la semaine 44 à la semaine 50 pour les paramètres précités. Les analyses des échantillons ont été réalisées par le Centre d'analyse et de recherches, localisé à Illkirch.

Les prélèvements ont été réalisés, en date du :

- 26 octobre 2025,
- 3 novembre 2025,
- 13 novembre 2025,
- 19 novembre 2025,
- 24 novembre 2025,
- 30 novembre 2025,
- 8 décembre 2025.

Les valeurs limites de rejet étant respectées, l'arrêté de mise en demeure n°1122-23-20-031 du 3 avril 2023 prescrivant le respect des valeurs limites sur une durée de 6 semaines consécutives des paramètres (à l'exception des paramètres azotés) prévues à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2022, peut être levé.

L'arrêté préfectoral n°1122-25-20-056 du 6 août 2025, rendant redevable d'une astreinte administrative l'établissement ZB NOMEL, sous un délai de 6 mois et jusqu'au respect de l'arrêté de mise en demeure, peut être abrogé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant a justifié la conformité des rejets (en dehors des paramètres azotés) sur une durée de 6 semaines consécutives, en respectant les valeurs limites de rejets prescrits à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2022.

Ainsi :

- l'arrêté de mise en demeure n°1122-23-20-031 du 3 avril 2023 prescrivant le respect des valeurs limites sur une durée de 6 semaines consécutives des paramètres (à l'exception des paramètres azotés) prévues à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2022, peut être levé.

- l'arrêté préfectoral n°1122-25-20-056 du 6 août 2025, rendant redevable d'une astreinte administrative l'établissement ZB NOMEL, sous un délai de 6 mois et jusqu'au respect de l'arrêté de mise en demeure, peut être abrogé.

L'exploitant devra intégrer dans le porter à connaissance le dispositif de traitement des eaux de l'atelier de traitement de surface accompagné d'un plan.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure

N° 2 : Installation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Installation électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>« III. Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est au moins annuel. « Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds. « Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »"</p> <p>« Article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 »</p> <p>« Installations électriques. »</p> <p>« A. Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.[...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le rapport dit "quadriennal" de vérification périodique des installations électriques réalisé par Bureau Véritas du 12/11/2025 au 27/11/2025. 113 anomalies y sont relevées dont 32 sont nouvelles. Des observations ont une date de premier signalement en 2012. - le compte rendu de vérification périodique Q18 réalisé dans les bâtiments locaux sociaux, bâtiment gardien, local CE réalisé par Bureau Véritas du 12/11/2025 au 27/11/2025. Le rapport conclut que l'installation ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. - le compte rendu de vérification périodique Q18 réalisé dans le bâtiment chaufferie usine réalisé par Bureau Véritas du 12/11/2025 au 27/11/2025. Le rapport conclut que l'installation ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. - le compte rendu de vérification périodique Q18 réalisé dans les bâtiments GAP TS,UAP écrous/triage/stock PAR/EXPE/LOG/Bâtiment 9, UAP traitement TTH, distribution haute tension, GAP Ébavurage stock PAR, UAP découpe-taraudage réalisé par Bureau Véritas du 12/11/2025 au 27/11/2025. Le rapport conclut que l'installation peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. 6 écarts ont été relevés. L'exploitant a remédié à 3 anomalies, 2 autres seront traitées fin février et une autre est en cours de caractérisation pour être traitée.

L'exploitant a présenté le plan d'action des anomalies provenant de la vérification des installations électriques réalisés par Bureau Veritas entre le 07/10/2024 et 25/10/2024. Il indique que le plan d'action n'a pas encore été actualisé avec les anomalies relevées lors des vérifications électriques réalisées du 12/11/2025 au 27/11/2025.

L'exploitant informe que la réalisation de l'examen d'installation électrique par thermographie infrarouge (Q19) est programmé courant mars 2026. Il est de la responsabilité de l'exploitant, le cas échéant, de remédier aux observations dans les plus brefs délais.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit sous un délai de 2 mois justifier auprès de l'inspection que les 6 écarts référencés dans le compte rendu de vérification périodique Q18 réalisé dans les bâtiment GAP TS,UAP écrous/triage/stock PAR/EXPE/LOG/Bâtiment 9, UAP traitement TTH, distribution haute tension, GAP Ébavurage stock PAR, UAP découpe-taraudage réalisé par Bureau Veritas du 12/11/2025 au 27/11/2025, sont corrigés.

Il est de la responsabilité de l'exploitant de corriger les anomalies présentes dans les rapports de vérification des installations électriques et le cas échéant de thermographie dans les meilleurs délais.

Le plan d'action des actions correctives doit être mis à jour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Surveillance du milieu aquatique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/03/2022, article 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance du milieu aquatique

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant adresse au préfet un dossier faisant le bilan des rejets des substances susceptibles de déclasser la masse d'eau dans laquelle se font les rejets de ZB NOMEL. Ce dossier fait apparaître l'évolution des rejets (flux rejetés, concentrations dans les rejets, rejets spécifiques par rapport aux quantités mises en œuvre dans les installations) et les conditions d'évolution de ces rejets avec les possibilités de réduction déjà mises en œuvre ou projetées suivant l'échéancier en lien avec les propositions retenues dans l'étude technico-économique. Il étudie également la nécessité de poursuite du suivi du milieu aquatique. Le premier bilan concernant les rejets aqueux dans le milieu naturel est attendu pour le 1er juin 2024.

Constats :

La station d'épuration a été mise à l'arrêt du 20 février 2023 au 27 février 2024, impactant le délai pour le rendu de l'étude sur les bilans des rejets des substances susceptibles de déclasser la masse d'eau dans laquelle se font les rejets ZB Nomel.

L'exploitant précise que la dernière analyse a eu lieu le 23 juin 2025, qu'il a été décidé de prolonger les analyses d'une année supplémentaire.

L'exploitant doit transmettre les conclusions des mesures réalisées les deux premières années des rejets de l'établissement, déterminant des substances susceptibles de déclasser la masse d'eau de la Charentonne sous un délai de 2 mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre sous un délai de 2 mois le dossier faisant le bilan des rejets des substances susceptibles de déclasser la masse d'eau.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois